

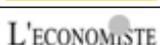
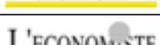
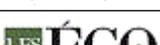
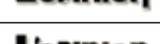
Revue de presse

du lundi 22 février 2016

BMCE EUROSERVICES
GROUPE BMCE BANK



Autres

PUBLICATION	PG DANS SUPPORT	TITRE DE L'ARTICLE
	8	sécurité sociale
	10	Finances publiques Le Trésor excédentaire de 1,1 MMDH à fin janvier
	11	Une nouvelle ligne passagers pour FRS
	23	Bénéfices en forte hausse pour Salafin
	31	La BMCI poursuit son programme Bibliothèques des classes
	3	MRE
	19	Dépôts à terme Hausse surprise en fin d'année
	21	Regain d'inquiétude sur le système bancaire européen
	4	Forum socioculturel et écinimique hispano-marocain
	10	Un dîner de gala au canada des compétences d'origine arabe
	1	Allégement du déficit budgétaire et quasi-stgnation des indicateurs boursiers
	1	Dénonciation de la Convention sur la Sécurité sociale entre le Maroc et les pays-bas
	4	Allégement du déficit budgétaire et quasi-stgnation des indicateurs boursiers
	6	Ambassade de france
	10	البنوك تقبل بتقاسم المعطيات المتعلقة بالمخاطر مع المقاولات الراضية في قروض
	4	انخفاض القروض المصرفية الموجهة للاستثمارات الصناعية بنسبة 28 في المائة منذ تولي لحكومة
	4	مغاربة هلندا يستجدون بينكيران
	1	المغرب ينتقد قرار برلمان هولندا إنهاء اتفاقية الضمان الاجتماعي للمتقاعدين المغربية
	3	المغرب ينتقد قرار برلمان هولندا إنهاء اتفاقية الضمان الاجتماعي للمتقاعدين المغربية
	5	مجموعة البنك الشعبي تغزو وجودها لفائدة الجالية المغربية بإسبانيا

RÉCAPITULATIF	VALEUR
Valorisation	0
Nombre	11
Nombre presse	11
Quotidien Fr	6
Quotidien Ar	5
Hebdomadaire Fr	0
Hebdomadaire Ar	0
Mensuel Fr	0
Mensuel Ar	0
Presse Web Fr	0
Presse Web Ar	0
Presse Web Nat	0
Presse Web Inter	0
Presse National	11
Presse International	0



Aujourd'hui
Le Maroc

sécurité sociale

lundi 22 février 2016

Page : 8 sur 24

Pays : nationale

Tirage: 10000

Valeur : 0

Sécurité sociale

Le Maroc cherche un arrangement avec les Pays-Bas

Le Maroc a décidé de réagir suite à l'approbation par le Sénat néerlandais du projet de loi qui met fin à l'accord de sécurité sociale entre les deux pays. Face à cette décision, le Comité ministériel, composé de la ministre déléguée aux affaires étrangères et à la coopération, Mbarka Bouaida, du ministre chargé des MRE et des affaires de la migration, Anis Birou, et du ministre de l'emploi et des Affaires sociales, Abdeslam Seddiki, a tenu vendredi 19 février une réunion de travail. A l'issue de cette réunion, le comité s'est engagé à trouver un arrangement mutuellement acceptable, qui préserve les droits acquis des bénéficiaires sur l'ensemble du territoire marocain. Le Comité a souligné que «toutes les mesures nécessaires seront



prises en vue de consolider la défense des intérêts, des acquis et des droits légitimes des membres de la communauté marocaine». En vertu de cette nouvelle loi, les Pays-Bas ne verseront plus d'allocations aux citoyens marocains qui retournent vivre au Maroc à partir du 1er janvier 2017. Par contre, les allocations continuent

à être versées pour ceux qui en avaient droit jusque-là. La nouvelle loi devrait entrer en vigueur dès l'année prochaine et concernera les «orphelins, les veuves et les enfants». Ces changements concerneront, quelque 900 veuves et 4.500 orphelins, selon les chiffres du ministère chargé des MRE.

Finances publiques Le Trésor excédentaire de 1,1 MMDH à fin janvier

Finances publiques

Le Trésor excédentaire de 1,1 MMDH à fin janvier

Kawtar Tali
ktali@aujourd'hui.ma

Les recettes se sont rétractées de 4%, passant en une année de 17,4 milliards de dirhams à 16,7 milliards de dirhams à fin janvier 2016. Pour leur part, les dépenses se sont améliorées de 1,9%.



Le Trésor ressort excédentaire à fin janvier. C'est ce qu'on peut relever des dernières statistiques des finances publiques, élaborées par la Trésorerie générale du Royaume (TGR) au premier mois de l'année. Le solde ordinaire positif a atteint le seuil de 2,1 milliards de dirhams. L'excédent est estimé à 1,1 milliard de dirhams. Se référant à la publication de la TGR, cet excédent résulte d'un solde positif de 10,4 milliards de dirhams dégagé par les comptes spéciaux du Trésor. A cet effet, la tendance mensuelle dégage un repli des recettes ordinaires contre une hausse des dépenses. Les recettes se sont ainsi rétractées de 4%, passant en une année de 17,4 milliards de dirhams à 16,7 milliards de dirhams à fin janvier 2016. En commentant cette baisse, la Trésorerie générale du Royaume souligne l'important recul des recettes non fiscales. Ces dernières ont perdu 1,5 milliard de dirhams de leur valeur, se situant ainsi à 313 millions de dirhams contre 1,81 milliard de dirhams une année auparavant, soit une baisse de 83%. Cette contre-performance a été conjuguée à la hausse des impôts directs de 3,3%, des droits de douane de 14,9%, des impôts indirects de 0,6% et des droits

d'enregistrement et de timbre de 21,9%. Pour leur part, les dépenses se sont améliorées de 1,9% à fin janvier. A cet effet, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 114,3% au premier mois de l'année. Par structure, 45,8% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 35,1% aux dépenses de matériel et 6,5% aux charges en intérêts de la dette.

Recettes : Top pour l'IR... Flop pour l'IS

La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) continue de dominer la structure des recettes du budget général. Pour 4,76 milliards de dirhams, leur part s'élève à 28,5%. La taxe sur la valeur ajoutée à l'importation a évolué au premier mois de l'année. Ses recettes ont atteint les 2,37 milliards de dirhams, en hausse de 1,8%. La TVA à l'intérieur s'est en revanche repliée au premier mois affichant une baisse de 11,1% pour atteindre les 2,39 milliards de dirhams. Les recettes de l'impôt sur le revenu ont atteint les 4,24 milliards de dirhams, en progression de 7,5% par rapport au même mois de l'année passée. La part de l'impôt sur le revenu dans la structure des recettes est de 25,4%.

Les droits d'enregistrement arrivent en troisième position dans l'ensemble de la structure remportant ainsi une part de 18,9%. Les droits d'enregistrement ont, par ailleurs, affiché une évolution à deux chiffres. Ils ont grimpé de 21,9% pour des recettes, dépassant les 3,15 milliards de dirhams. L'impôt sur les sociétés a fléchi de 6,2%, soit des recettes de 1,51 milliard de dirhams.

Dépenses : les engagements dépassent les 60 MMDH

7,7 milliards de dirhams, telle est la valeur des salaires servis par la Trésorerie générale du Royaume à fin janvier 2016. Ses rémunérations ont baissé de 1,8%, perdant sur une année 138 millions de dirhams de la somme versée au même mois de l'année passée. Les salaires servis par la Direction des dépenses de personnel (DDP) ont suivi la même tendance. Ils étaient de l'ordre de 7,5 milliards de dirhams à fin janvier, en baisse de 1,7% comparé au même mois de l'année précédente. Ceci résulte de l'augmentation de 0,3% de la masse salariale structurelle et de la baisse de 43,3% des rappels. Notons que les dépenses émises au titre du budget général à fin janvier

se sont chiffrées à 27,2 milliards de dirhams, en progression de 16%. Cette évolution est expliquée par la hausse de 6,2% des dépenses de fonctionnement et celle de 37,1% des dépenses d'investissements. En parallèle, les charges de la dette budgétisée ont baissé de 6%. En outre, les engagements de dépenses se sont élevés à 60,2 milliards de dirhams. Ce montant représente un taux global d'engagement de 16% contre 17% l'année précédente. Le taux d'émission sur engagements est passé de 43% à 52%.

Investissement : 11,4 MMDH écoulés

Les dépenses d'investissement ont atteint un saut quantitatif à fin janvier. Elles sont passées de 8,3 milliards de dirhams à 11,4 milliards de dirhams au premier mois de l'année. Cette progression est attribuable à l'augmentation des dépenses des ministères. Pour 1,08 milliard de dirhams, les dépenses des ministères ont atteint un pic de 69,7%. Les charges des communes se sont appréciées de 34,3%, se situant autour de 10,35 milliards de dirhams à fin janvier contre 7,70 milliards de dirhams une année auparavant.

TangerMed

Une nouvelle ligne passagers pour FRS

- Elle reliera TangerMed avec le port espagnol de Motril, déjà connecté pour le fret
- Eviter 240 km d'Algésiras à Motril pour les automobilistes en direction d'Europe centrale

FRS joue la diversification sur le détroit. La compagnie maritime a annoncé son intention de lancer une deuxième ligne maritime TangerMed-Motril et de viser cette fois-ci le transport de passagers. FRS avait lancé sur cette même ligne, il y a quelques semaines, un ferry dédié au transport de marchandises, le Kategatt. Ce dernier a déjà entamé ses traversées évitant aux marchandises transitant par le détroit le goulot d'étranglement que constitue la ligne TangerMed-Algésiras. Avec cette nouvelle connexion, il s'agit de faire profiter les passagers d'une ligne directe avec la côte méditerranéenne espagnole, sans devoir passer par les ports de l'extrême sud de ce pays. Selon des sources de la compagnie, les essais ont déjà démarré et il s'agirait d'entamer l'exploitation commerciale dès la fin de ce mois.

La durée de la traversée, sept heures, n'est pas de nature à encourager les passagers craignant le mal de mer, mais une grande partie pourrait être séduite par le confort d'éviter les 240 kilomètres de route qui séparent Algésiras de Motril, un argument en faveur des MRE à destination du nord de l'Espagne et du sud de la France. Cela permet en outre de disposer, selon FRS, d'un accès direct à l'autoroute A-7, une des voies névralgiques du transport routier au sud de l'Europe. En plus, cette ligne permet, selon FRS, une réduction du kilométrage routier avec plus de confort et une réduction des coûts non négligeable.

Depuis le démarrage de l'activité de la ligne avec Motril, l'engouement est croissant de la part des opérateurs industriels. Les autorités espagnoles ont aussi mis le paquet pour mettre à niveau Motril avec l'offre marocaine en mettant des équipes de contrôle douanier les week-ends, une permanence dont le port espagnol n'était pas équipé. FRS Group est une compagnie maritime travaillant dans le transport des passagers, véhicules et marchandises. Avec plus de 75 années d'expérience, la société exploite des bateaux en Europe, en



FRS mise sur Motril. Après le fret, les passagers en ligne de mire. Toutefois, le trajet en bateau risque de durer 7 heures (Ph. Adam)

Afrique du Nord et au Moyen-Orient. FRS opère sur le détroit de Gibraltar depuis 2000. La société couvre les routes Tanger-Tarifa, Algésiras-Ceuta et TangerMed, Gibraltar et TangerMed. □

Ali ABJIOU

Pour réagir à cet article: courrier@economiste.com



Bénéfices en forte hausse pour Salafin

LA filiale de BMCE Bank a bouclé une année solide, dans un contexte marqué par une nette décélération du crédit. L'opérateur a réalisé un produit net bancaire de 355 millions de DH (+15%). Le résultat brut d'exploitation s'améliore de 19% à 254 millions de DH. Les bénéfices s'inscrivent en hausse de 18% à 125 millions de DH. □



lundi 22 février 2016

Page : 31 sur 48

Pays : nationale

Tirage: 24007

Valeur : 0

• La BMCI poursuit son programme Bibliothèques des classes

La Fondation BMCI en partenariat avec l'association Al Jisr et les Aref (Académie régionale d'éducation et de formation) des grandes villes du Maroc, équipe chaque année 20 nouvelles écoles primaires publiques de quartiers défavorisés en bibliothèques de classes. Pour l'édition 2015-2016, 4 écoles à Casablanca, 8 écoles à Rabat-Salé-Zemmour-Zaër et 8 écoles à Tanger-Tétouan ont été parrainées. Plus de 12.000 écoliers ont ainsi pu bénéficier de 15.000 livres (avec kits pédagogiques) choisis par des spécialistes et adaptés selon le niveau scolaire. Les directeurs des agences BMCI à proximité de ces écoles seront fortement impliqués et joueront un rôle de relais dans ce programme. La Fondation BMCI soutient également la 4e édition du concours régional de lecture sous le thème de «La lecture au service des apprentissages». □



LE MATIN MRE

lundi 22 février 2016

Page : 3 sur 28

Pays : nationale

Tirage: 20947

Valeur : 0

Maroc / Pays-Bas

Le gouvernement se dit déterminé à défendre les droits des MRE



L'approbation par le Parlement néerlandais de la loi portant dénonciation de la Convention sur la sécurité sociale conclue entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas en 1972 s'inscrit en faux contre la bonne volonté des deux gouvernements, qui se sont engagés dans un processus de négociation afin de parvenir à un accord qui préserve les intérêts des deux parties, a indiqué le Comité ministériel représentant les départements des Affaires étrangères, des Marocains résidant à l'étranger et de l'Emploi. Suite à la décision du Parlement néerlandais de dénoncer, de manière unilatérale, cette convention, le Comité ministériel, composé de la ministre déléguée aux Affaires étrangères et à la coopération, Mbarka Bouaida, du ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration, Anis Birou, et du ministre de l'Emploi et des affaires sociales, Abdeslam Seddiki, a tenu vendredi 19 février une réunion de travail.

Le Comité ministériel rappelle que le Maroc s'est engagé à négocier, de bonne foi, dans un esprit constructif, d'ouverture et de sincérité, afin de trouver un arrangement mutuellement acceptable, qui préserve les droits acquis des bénéficiaires sur l'ensemble du territoire marocain. ■



Dépôts à terme Hausse surprise en fin d'année

lundi 22 février 2016

Page : 19 sur 48

Pays : nationale

Tirage: 0

Valeur : 0

Dépôts à terme

Hausse surprise en fin d'année

● La rémunération moyenne des DAT proposés par les banques a marqué une étonnante hausse en décembre dernier.

À la surprise générale, la rémunération moyenne des dépôts à terme a enregistré une étonnante hausse en fin d'année 2015. En effet, alors que la négociation des taux par les clients était de plus en plus serrée durant la deuxième moitié de l'année écoulée, voilà que les dernières statistiques publiées par Bank Al-Maghrib notent que le rendement moyen des dépôts à terme a marqué une hausse mensuelle de 200 points de base en décembre dernier. Ces mêmes statistiques font apparaître un rendement moyen de ces produits d'épargne se situant à 3,8% en décembre, contre 3,6% un mois auparavant. Cependant, il est important de signaler que cette évolution cache des disparités. Dans le détail, la rémunération moyenne des dépôts à 12 mois a enregistré, sur la même période, une hausse de 250 pbs pour se rapprocher des 4%. Elle s'est ainsi située à 3,94%. En revanche, quand il s'agit des dépôts à 6 mois, le rendement moyen a plutôt enregistré un recul de 30 points de base pour se fixer à 3,44% en décembre 2015. Il s'agit de variations étonnantes quand on sait que la rémunération de ces produits ne varie pas sensiblement d'un mois à l'autre (quelques points de base habituellement) et que son évolution a observé une tendance baissière l'année dernière.

Impact des institutionnels

Aussi les rendements des DAT reculait en 2015 en raison de la situation confortable, toujours d'actualité, du secteur bancaire. En effet, la sous-liquidité que vivait le secteur bancaire au Maroc depuis quelques années s'est résorbée, profitant entres autres de l'amnistie accordée par l'Office des changes pour le rapatriement des avoirs détenus par les Marocains à l'étranger, opération intervenue en 2014. L'amélioration de la liquidité a ainsi poussé les banques marocaines à baisser leur offre en termes de rémunération des

produits d'épargne, notamment des dépôts à terme. Cette situation a, en revanche, eu tendance à s'inverser durant le dernier trimestre de l'année puisque toutes les banques se lancent dans une course aux chiffres afin de maintenir leurs parts de marché en termes de dépôts. Aussi, la moyenne

des taux calculée par BAM peut être influencée par le segment des institutionnels vu le montant des dépôts (100 MDH et plus) ainsi que les taux dont ils bénéficient. Puisque la négociation peut être plus flexible pour cette catégorie, ces derniers peuvent dépasser 4%. ●



Regain d'inquiétude sur le système bancaire européen

lundi 22 février 2016
Page : 21 sur 48
Pays : nationale
Tirage : 0
Valeur : 0

LES ÉCO ÉPARGNE & INVESTISSEMENT - LUNDI 22 FÉVRIER 2016

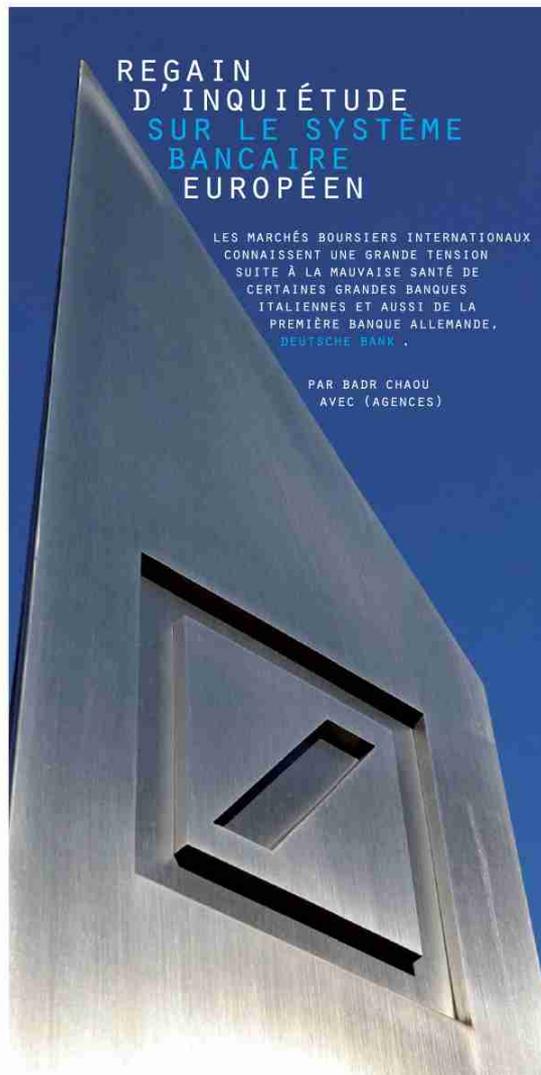
21

VUE SUR L'INTERNATIONAL

Doit-on s'attendre à une crise bancaire en 2016 ? Après la crise des subprimes en 2008, puis celle des dettes souveraines en 2011, une nouvelle crise bancaire serait fort probable. Chute des bourses, dégringolade des prix du pétrole, atterrisage de l'économie chinoise, ralentissement dans les pays émergents, incertitudes sur la croissance aux USA et en Europe... l'inquiétude gagne le système bancaire européen. Durant la semaine du 8 janvier, les Bourses européennes connaissent un stress suite à la mauvaise situation des banques italiennes et grecques qui affichent un risque de faillite. En effet, en Italie, la situation de plusieurs banques, dont les créances douteuses se situent à un niveau très élevé, excédant 200 milliards d'euros, inquiète face à un risque d'effet domino. Début février, Deutsche Bank, la première banque allemande laminée en Bourse ces dernières semaines, a été contrainte de publier un communiqué destiné à rassurer les investisseurs sur sa capacité à payer ses dettes dans les mois à venir, même si sa situation bilancière n'est guère rassurante. Au-delà des questions liées à leur solvabilité, les banques souffrent aussi de l'impact de taux bas ou négatifs. Ces taux réduisent la capacité des banques à améliorer leur rentabilité au moment où la réglementation européenne leur impose de renforcer leurs fonds propres.

LES RESPONSABLES POLITIQUES TENTENT DE RASSURER

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker estime qu'il n'y avait pas de «risque d'une crise bancaire majeure» en Italie, alors que les créances douteuses de certains établissements inquiètent les marchés. «Je ne vois pas le risque d'une crise bancaire majeure», a déclaré Juncker lors d'une conférence de presse au Parlement européen à Strasbourg, rapporte la presse étrangère. Toutefois ces propos ne calmant pas la tension que connaît le marché financier international et la haute dégringolade des Bourses suite à l'inquiétude des investisseurs quant au risque systémique émanant des banques. Déjà, la déroute de Deutsche Bank soulève une problématique essentielle, car le géant allemand fait partie de ces banques du monde qui sont «too big to fail», car elles sont, par leur taille ou la nature de leurs activités, susceptibles de déstabiliser le monde, et si l'une de ces banques est amenée à faire faillite, c'est tout le système financier qui va suivre. Parmi les banques représentant ce risque, on retrouve la Deutsche Bank, mais aussi par exemple la banque italienne Unicredit, qui a perdu pas



moins de 45% de sa valeur depuis le début de l'année. Des banques «systémiques», il y en a près de 30 dans le monde de la finance, d'après un article du Figaro. Huit sont américaines, quatre sont britanniques, quatre françaises, quatre chinoises, trois japonaises, deux suisses, une allemande, une italienne, une suédoise, une espagnole et une néerlandaise.

CRAINTE DES INVESTISSEURS

Face à ces incertitudes qui planent sur les marchés financiers, les investisseurs ont de plus en plus tendance à se détourner des marchés des actions, aggravant la chute des Bourses, pour se reporter sur les actifs financiers censés être moins risqués, notamment les obligations des pays les plus solides car plusieurs gouvernements sont beaucoup plus endettés aujourd'hui qu'avant la dernière crise financière. Leur marge de manœuvre est donc plus réduite, comme les perspectives financières et budgétaires, ce qui signifie qu'ils sont plus fragiles pour résister à un éventuel renforcement de la crise. Notons un autre signe de la nervosité ambiante, le cours de l'or, une valeur refuge traditionnelle en période de déprime du moral des investisseurs, a retrouvé des couleurs pour progresser de 12% depuis le 1er janvier. Dans cet environnement économique mondial dégradé, il est aujourd'hui difficile de prédire si cette tempête boursière et bancaire va perdurer et combien de temps.

LE FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS

Cette procédure censée entrer en vigueur en 2016 n'est pourtant qu'hypothétique. Elle repose en effet sur l'intervention du Fonds de garantie des dépôts censé garantir les comptes des clients. Hors, le montant actuel du Fonds de garantie des dépôts est aujourd'hui fixé à environ 2 milliards d'euros. Un montant très insuffisant en cas de crise financière généralisée. La garantie des dépôts à 100.000 euros n'est donc qu'une garantie théorique. En cas de faillite d'une banque, la protection de l'argent de ses clients ne pourra réellement être assurée que via une intervention de l'État. Cette pratique a déjà suscité un grand débat en Italie, quand le gouvernement italien s'était porté garant de rembourser les clients d'une banque qui avait déclaré faillite. Cet ensemble fait qu'une crise bancaire pourrait connaître effet en 2016 si la situation des banques européennes continue sur cette tendance.



Libération

lundi 22 février 2016

Page : 4 sur 40

Pays : nationale

Tirage: 10253

Valeur : 0

Forum socioculturel et économique hispano-marocain

Tenue à Dakhla du Forum socioculturel et économique hispano-marocain

En vue de consolider les relations hispano-marocaines, notamment les relations entre la région Oued Eddahab-Dakhla et les Iles Canaries voisines, les associations ASDI, Association pour le développement durable et la promotion de l'investissement dans la région Oued Eddahab-Dakhla et l'Association Seiydati pour la solidarité et le développement organisent, du 22 au 26 février, la première édition du Forum socioéconomique et culturel hispano-marocain. Prendront part à cette édition des investisseurs canariens et marocains, des représentants de médias espagnols ainsi que des économistes et intellectuels des deux pays.

Organisé sous le thème « Les relations socioécono-

miques et culturelles, un pont de développement entre la région de Dakhla-Oued Eddahab et les Iles Canaries », le forum comprendra des conférences, des tables rondes, des débats autour des relations séculaires entre les deux régions, l'importance de la langue espagnole dans la culture de la région. Une exposition des produits du terroir permettra aux visiteurs de découvrir les opportunités d'investissements de la région. Des excursions permettront la découverte de nombreux sites touristiques que recèle la région. Enfin, hommage sera rendu à différentes personnalités de la région ayant contribué au renforcement des relations entre la région de Dakhla et les Iles Canarie

Ahmadou El-Katab

lundi 22 février 2016

Page : 10 sur 40

Pays : nationale

Tirage: 10253

Valeur : 0

Un dîner de gala au Canada en l'honneur des compétences d'origine arabe



Des compétences canadiennes d'origine arabe ont été honorées récemment à Ottawa, en reconnaissance de leurs réalisations et leurs réussites dans différents domaines d'activités au Canada, lors d'un dîner de gala ponctué par une cérémonie de remise des prix, en présence d'une brochette de distingués invités.

Organisé par le Conseil des ambassadeurs de la Ligue arabe accrédités au Canada (CALA) en partenariat avec le Conseil d'affaires canado-arabe (CABC), ce dîner de Gala a été rehaussé par la présence de nombreuses personnalités politiques canadiennes, notamment le ministre des affaires étrangères, Stéphane Dion, la ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly et le président de la Chambre des communes, Geoff Regan, de députés et de sénateurs canadiens, d'ambassadeurs arabes à Ottawa et de plusieurs autres dignitaires, rapporte la MAP.

Intervenant à cette occasion, la doyenne du Conseil des ambassadeurs de la Ligue arabe accrédités au Canada et ambassadeur du Maroc à Ottawa, Mme Nouzha Chekrouni a souligné que cet évé-

nement, qui est à sa 2^{ème} édition, se veut une occasion pour reconnaître et honorer les compétences canadiennes d'origine arabe, ajoutant que le groupe des ambassadeurs arabes, convaincu que le meilleur investissement est celui dans le capital humain, s'est mobilisé pour l'organisation de cette cérémonie qui revêt une grande importance, et ce à plusieurs égards.

"D'abord, parce qu'elle glorifie le savoir, l'innovation et l'excellence, ensuite parce qu'elle célèbre le modèle canadien d'inclusion, de partage et du réussir-ensemble et enfin parce qu'elle vous honore, vous les talents canadiens originaires des pays arabes, non seulement ceux présents parmi nous ce soir mais toutes celles et tous ceux qui contribuent au progrès et à l'essor de ce grand pays, le Canada", a-t-elle affirmé.

Dans ce sens, Mme Chekrouni a précisé que le large éventail des réalisations des compétences canadiennes d'origine arabe embrasse tous les domaines d'activités aussi bien politique, entrepreneurial, artistique, sportif qu'humanitaire, relevant que ces compétences sont une partie pre-

“

L'ambassadrice
du Maroc à
Ottawa, Nouzha
Chekrouni,
salue l'initiative

nante de cette "mosaïque qui fait la singularité du Canada", notamment dans un monde qui peine à bâtir des politiques cohérentes en matière d'immigration. C'est un pays qui, grâce à une politique d'ouverture, un climat démocratique et une vision inclusive, permet au génie humain de s'exprimer et de contribuer positivement à l'enrichir, a-t-elle dit.

Mme Chekrouni a, par ailleurs, indiqué que les ambassadeurs arabes veulent faire de la diplomatie un moyen de vaincre le rejet et les incompréhensions et demeurent convaincus que les conflits ne sont pas une fatalité et que l'investissement dans les compétences, le savoir et l'innovation est la meilleure arme pour combattre le terrorisme et la haine.

De son côté, le chef de la diplomatie canadienne, Stéphane Dion a tenu, à cette occasion, à féliciter le Conseil des ambassadeurs de la Ligue arabe pour cette importante et louable initiative, affirmant que le Canada est fier de compter parmi sa population une grande communauté d'origine arabe, jeune et dynamique, qui a contribué pleinement à l'essor du pays.



L'OPINION

lundi 22 février 2016

Page : 1 sur 16

Pays : nationale

Tirage: 33908

Valeur : 0

Allègement du déficit budgétaire et quasi-stagnation des indicateurs boursiers

Conjoncture
économique

**Allègement du déficit
budgétaire
et quasi-stagnation
des indicateurs
boursiers**

Dans un contexte économique mondial marqué par une poursuite de la croissance modérée en zone euro, principal partenaire du Maroc, l'économie nationale s'est comportée favorablement en 2015 comparativement à l'année précédente. « En effet, l'activité économique nationale se serait consolidée en 2015, conduisant à une amélioration significative des réserves de change à la faveur de la consolidation continue des équilibres macroéconomiques », souligne la DEPF (Direction Des Etudes et de la Prévision Financière) dans sa note de conjoncture, fraîchement publiée. La performance de l'année 2015 a été tirée par la hausse notable de la valeur ajoutée agricole et la progression soutenue de la valeur ajoutée non agricole, en ligne, particulièrement, avec le redressement continu de la demande extérieure et la relative reprise du secteur du BTP, explique la DEPF. Autre performance soulevée : l'inflation reste maîtrisée à fin 2015. En témoigne, la quasi-stagnation de l'indice des prix à la consommation (IPC), tiré par la stagnation conjointe de l'IPC alimentaire et celui non alimentaire. Les principales hausses parmi les prix des produits alimentaires ont été observées au niveau des légumes avec une augmentation

A. CHANNAJE

>> Page 4

L'OPINION**Dénonciation de la Convention sur la Sécurité sociale entre le Maroc et les Pays-Bas**

lundi 22 février 2016

Page : 1 sur 16

Pays : nationale

Tirage: 33908

Valeur : 0

**Dénonciation de la Convention sur la Sécurité sociale
entre le Maroc et les Pays-Bas****A l'encontre de la bonne volonté des deux gouvernements**

L'approbation par le Parlement néerlandais de la loi portant dénonciation de la Convention sur la Sécurité sociale conclue entre le Royaume du Maroc et le Royaume des Pays-Bas en 1972, s'inscrit en faux contre la bonne volonté des deux gouvernements, qui se sont engagés dans un processus de négociation afin de parvenir à un accord qui préserve les intérêts des deux parties, a indiqué le Comité ministériel représentant les départements des Affaires étrangères, des Marocains résidant à l'étranger et de l'Emploi. Suite à la décision du Parlement néerlandais de dénoncer, de manière unilatérale, cette convention, le Comité ministériel, composé de la ministre déléguée aux Affaires étrangères et à la Coopération,



Mbarka Bouaida, du ministre chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration, Anis Birou et

du ministre de l'Emploi et des Affaires sociales, Abdeslam Seddiki, a tenu vendredi 19 février une réunion de travail.

Le Comité ministériel rappelle que le Maroc s'est engagé à négocier, de bonne foi, dans un esprit constructif, d'ouverture et de sincérité, afin de trouver un arrangement mutuellement acceptable, qui préserve les droits acquis des bénéficiaires sur l'ensemble du territoire marocain. Le Comité ministériel souligne que toutes les mesures nécessaires seront prises en vue de consolider la défense des intérêts, des acquis et des droits légitimes des membres de la communauté marocaine.

Le Comité ministériel nourrit l'espoir que les deux Royaumes pourront parvenir rapidement à surmonter cette impasse eu égard à la densité de leurs relations bilatérales et des liens étroits qui les unissent.



L'Opinion

Allégement du déficit budgétaire et quasi-stagnation des indicateurs boursiers

lundi 22 février 2016

Page : 4 sur 16

Tirage : nationale

Valeur : 33908

Valeur : 0

Conjoncture économique /

Allégement du déficit budgétaire et quasi-stagnation des indicateurs boursiers

de 1,6%, compensée par la baisse des prix des fruits de 3,5% et des poissons et fruits de mer de 2,4%. Par ailleurs, l'IPC a clôturé l'année 2015 sur une hausse de 1,6% par rapport à 2014, après +0,4% un an plus tôt. Cette évolution résulte de l'accroissement de l'IPC alimentaire de 2,7% (après un retrait de 1,1% à fin 2014) et de celui non alimentaire de 0,7% (après +1,6%). Le ralentissement de ce dernier a été porté, essentiellement, par le repli des prix de transport de 3,2%, contrebalancé par la hausse des prix de logements, eau, électricité et autres combustibles de 3,3%, de l'enseignement de 2,9% et des restaurants et hôtels de 2,3%. L'année 2015 s'est marquée, en outre, par une évolution favorable du marché de l'emploi, le taux de chômage a diminué de 0,2 point entre 2015 et 2014, pour se situer à 9,7% après 9,9% un plus tôt. Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi

les personnes n'ayant aucun diplôme (-0,6 point) et les adultes âgés de 35 à 44 ans (-0,5 point). En revanche, les taux de chômage les plus élevés en 2015 demeurent attribués aux jeunes âgés de 15 à 24 (20,8%) et les détenteurs de diplôme (17,3%), en augmentation de 0,7 et de 0,1 point, respectivement, comparativement à fin 2014. Par milieu de résidence, le taux de chômage s'est replié de 0,2 point à 14,6% au sein des villes et de 0,1 point à 4,1% en milieu rural. Côté échanges extérieurs, le déficit commercial s'est allégé, au titre du mois de janvier 2016, de 25,3% ou de 2,5 milliards de dirhams pour s'établir à 7,4 milliards de dirhams. En outre, le taux de couverture s'est amélioré de 6,4 points pour s'établir à 71,3% pour la première fois durant les dix dernières années. S'agissant des flux financiers, les recettes des MRE ont légèrement baissé de 0,9% en janvier 2016 à près de 4,9 milliards dirhams. A

l'inverse, les flux des IDE se sont contractés de 19,5% pour atteindre 1,3 milliard de dirhams, suite à la baisse des recettes de 8,6%, conjugué à la hausse des dépenses de 17%. De leur côté, les recettes de voyages ont reflué de 4,5% à 3,8 milliards de dirhams. Tenant compte d'un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor de 5,6 milliards de dirhams, la situation des charges et ressources du Trésor à fin 2015 a dégagé, quant à elle, un déficit budgétaire de 42,7 milliards de dirhams contre 43,6 milliards un an auparavant, soit un allégement de 2,2% ou de 942 millions de dirhams. En pourcentage du PIB, le déficit budgétaire s'est établi à 4,3% à fin 2015 après 4,7% en 2014. Eu égard à la réduction du stock des arriérés de paiement de 6,9 milliards de dirhams par rapport à fin décembre 2014, le besoin de financement du Trésor s'est élevé à 49,6 milliards de dirhams. Pour combler ce besoin, le Trésor a eu recours

au financement intérieur pour un montant de 49,5 milliards de dirhams et au financement extérieur pour un montant de 54 millions de dirhams. Pour sa part, la masse monétaire a augmenté, en glissement annuel, de 5,7% à fin décembre 2015, marquant une décélération comparative à l'année précédente (+6,2%). Cette évolution a découlé, essentiellement, du ralentissement du rythme de progression des créances sur l'économie, enregistrant un accroissement, en glissement annuel, de 1,7% à 905,3 milliards de dirhams après +3,7% l'année dernière. La DEPF fait savoir, par ailleurs, que le marché interbancaire a été globalement équilibré au cours du mois de janvier 2016. En effet, le déficit de liquidité des banques a enregistré une variation modérée, en relation avec l'effet expansif engendré par l'accroissement des réserves de changes de la Banque Centrale,

conjugué à l'effet restrictif induit par la hausse du compte du Trésor et dans une moindre mesure par l'augmentation de la circulation fiduciaire. Dans ce contexte, le volume des interventions de Bank Al-Maghrib pour l'injection de la liquidité, notamment, à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre s'est établi en moyenne à 7 milliards de dirhams en janvier 2016 après 6,2 milliards en décembre 2015, alors que l'encours des opérations de prêts garantis à 1 an s'est établi à 9 milliards de dirhams contre 13,5 milliards à fin décembre 2015. S'agissant du taux interbancaire moyen pondéré, il a maintenu globalement son évolution à des niveaux proches du taux directeur, s'établissant en moyenne à 2,52%, en légère hausse d'un point de base par rapport au mois de décembre 2015. Les indicateurs de la Bourse de Casablanca ont, quant à eux, quasiment stagné au cours du mois de janvier 2016. Ainsi, l'indice MASI

a enregistré un léger repli de 0,3% par rapport à fin décembre 2014, alors que le MADEX a quasiment stagné, après qu'ils aient enregistré des baisses, en glissement mensuel, de 1,8% et 2,2% le mois précédent. De son côté, la capitalisation boursière a enregistré une légère baisse par rapport à fin décembre 2014 de 0,4% à 451,4 milliards de dirhams après un recul, en glissement mensuel, de 1,1% le mois dernier. Au niveau sectoriel, l'indice du secteur des télécommunications s'est apprécié, en glissement mensuel, de 3,7%, tandis que ceux des banques et du BTP ont reculé respectivement de 3,1% et 1,2%. Ces trois secteurs représentent à eux seuls 70,5% de la capitalisation boursière. Le volume global des transactions du mois de janvier 2016 a reculé, en glissement annuel, de 53,6% pour s'établir à 1,4 milliard de dirhams, dont 68,5% réalisé au niveau du marché central.

A. CHANNAJE

lundi 22 février 2016

Page: 6 sur 16

Pays: nationale

Tirage: 33908

Valeur: 0

Ambassade de France

Tournée au profit des anciens combattants

Dans le cadre de l'intérêt porté par la France aux Anciens Combattants et Victimes de la Guerre marocains ainsi que l'exécution du programme élaboré par le Service de l'Office National des Anciens Combattants de l'Ambassade de France à Casablanca concernant la tournée « Nord » de l'Atelier du Centre d'appareillage de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre de l'Ambassade de France à Casablanca du 11 au 17 Février 2016 dans les Province de Rabat, Kénitra, Larache, Ouazzane, Sidi Kacem, Had Kourt, l'équipe du Centre d'Appareillage est arrivée à la Ville de Sidi Kacem le Mardi 16 Février 2016 à partir de 14H00

Installée dans la cour de la Délégation Provinciale du Ministère de la Santé de Sidi Kacem avec ses deux camions IVECO et un 4X4 TOYOTA, l'équipe se compose de :

- Docteur Henri QUAZZA - Médecin Chef du Centre d'Appareillage
- Mr Patrice ASCARGORTA - Expert Vérificateur
- Mr Abderrahim TIZGUI - Ouvrier Orthopédiste
- Mr Jawad SOLDA - Assistant Social Ayant pour mission le suivi de l'appareillage orthopédique de personnes à mobilité réduite, les remises d'accessoires orthopédiques et aide technique à la marche, le dépistage, les consultations médicales, l'information et l'orientation des patients ainsi qu'une cellule sociale à la disposition des ayants droits,



la tournée mobile d'appareillage, conformément au programme de la localité de Sidi Kacem a vu

- 17 handicapés sur 29 convoqués
- 07 mutilés des Forces Armées Royales et de la Fondation Hassan II pour les Œuvres Sociales des Anciens Militaires et Anciens Combattants
- 04 mutilés du travail
- 05 autres mutilés (cas sociaux)
- 04 personnes vues en consultation

médicale - 28 personnes vues en consultation sociale

A son arrivée, l'équipe du Centre d'appareillage a été reçue par Madame le Lieutenant Colonel, Déléguée Régionale de la Fondation Hassan II de Kénitra accompagnée par 2 Adjudants Chef de son service ainsi que des membres du bureau de la section locale des Anciens Combattants de

Sidi Kacem (MM. Abdellah Soumlali, Ahmed El Fater et Mohamed Bouarracha) et, en plus du Docteur Ahmed Bitane, Délégué Provincial du Ministère de la Santé à Sidi Kacem, une agréable surprise représentée par l'arrivée d'imminentes personnalités de France et de l'Ambassade française au Maroc à savoir :

- MM. Eric Dal et Redolphe Pelle - Contrôleurs

أخبار اليوم

lundi 22 février 2016
Page : 10 sur 24
Pays : nationale
Tirage : 31321
Valeur : 0

البنوك تقبل بتقاسم المعطيات المتعلقة بالمخاطر مع المقاولات الراغبة في قروض

من أجل تسهيل حصولها على تمويلات وتفعيل الاتفاق مع الباطرونا

البنوك تقبل بتقاسم المعطيات المتعلقة بالمخاطر مع المقاولات الراغبة في قروض

أرقام

415

شكّلت سنة 2014 بداية انتعاش صادرات الصناعة التقليدية حيث بلغ خلالها رقم معاملات القطاع مع الخارج ما قيمته 415 مليون درهم (زيادة سنوية بلغت 14.2 في المائة) وفق المعطيات التي نشرها المرصد الوطني للصناعة التقليدية في الإصدار التاسع د، بانوراما الصناعة التقليدية.

وتحققت هذه النتائج بالخصوص بفضل بوادر الإنعاش التي ظهرت في السوق الأوروبية حيث سجلت صادرات الأزياء التقليدية، حيث ارتفعت وأربحت هذه السوق من منتجات الصناعة التقليدية المغربية بنسبة 25 في المائة خلال 2014.

ومع أن أوروبا تظل الوجهة الرئيسية لصادرات الصناعة التقليدية المغربية، إلا أن القطاع بدأ ينوع من منافذ التسويق الخارجية، حيث تطورت واردات استراليا على سبيل المثال من المنتج الوطني التقليدي خلال سنة 2014 بـ 56 في المائة (11.92 مليون درهم)، فيما تحت الصادرات نحو أمريكا الشمالية (الولايات المتحدة وكندا) بأكثر من 90.82 مليون درهم.

وفي المقابل فإن الأداء في أسواق أخرى شهد تراجعا، حيث سجل تراجع الصادرات نحو السوق اليابانية والتي لم تتجاوز 10.23 مليون درهم سنة 2014 (تناقص 21.7 في المائة مقارنة بـ 2013) ونحو البلدان العربية (13.4 في المائة).

وتتصدر الزراني والخارج قائمة منتوجات الصناعة التقليدية الصاعدة. فقد حافظت الزراني على المنحى التصاعدي الذي تسجله منذ 2012 إذ تطورت صادراتها سنة 2014 بحوالي 15 في المائة لتبلغ 71.23 مليون درهم. أما الخرجاء فقد ارتفعت صادراتها بـ 18.2 في المائة لتبلغ 78.10 مليون درهم. وسجلت صادرات الملابس التقليدية أكبر تراجع سنة 2014 بتناقص 20.9 في المائة لتبلغ 33.97 مليون درهم.

وظلت صادراتها بالرغم من تراجع حصة صادراتها من إجمالي المبيعات للخارج (من 44 في المائة إلى 41.6 في المائة) أول طلب محص في قطاع الصناعة التقليدية سنة 2014 بحوالي 172,5 مليون درهم، تلتها الدار البيضاء (157,82 مليون درهم)، والرباط (32,74 مليون درهم)، وفاس (26,83 مليون درهم).



مولاي إدريس الوحيان

في خطوة جديدة نحو تسهيل ولوج المقاولات للقروض البنكية، وبغية تجاوز سوء الفهم الذي يبلع أرباب المقاولات ومسؤولي البنوك، يرتقب أن تسمح المؤسسات البنكية مستقبلا بتقاسم معطياتها المتعلقة بالمخاطر مع زبائنها من المقاولات الراغبة في الحصول على تمويلات لمشاريعها، بهدف تمكينها من تقويم ملفاتها وتضمينها للملاحظات الكفيلة بتقويتها في أفق الشئ من حصول على قرض بنكي.

الإجراء الجديد، الذي تم الاتفاق على ميده في انتظار دراسة طرق تفعيله، يتضمن الملاحظات التي تخرج بها تقييمات البنوك للمقاولات، على أساس أن تأخذ بها المقولة وتعد على تحسينها، وعموما لتجا البنوك إلى إجراء تقييمات للمخاطر للمقاولات الزبوية بـ كل سنة، مع تقليص هذه المدة إلى 6 أشهر بالنسبة إلى مقاولات قطاع العقار، كما يتم تحسين المعطيات لدى بعض البنوك مرة كل ستة أشهر، ويضع بنك المغرب معايير لتقييم المخاطر لكن هذا لا يمنع المؤسسات البنكية من وضع معاييرها الخاصة التي تتوافق مع سياستها المالية بشرط عدم تأثير ذلك على تمويل الاقتصاد بشكل عام.

وتشكل صعوبة لجوء المقاولات إلى القروض البنكية منذ أسابيع عديدة موضوع لقاءات جمعت كلا من الاتحاد العام لمقاولات المغرب ومسؤولي المجموعة المهنية لبنوك المغرب، تحت إشراف والي بنك المغرب، وكان لقاء نظم مؤخرا جمع رؤساء هذه التتظيمات، حاول من خلاله عبد الحفيظ الجوهري تقريب الرؤى حول القضية والبحث عن صيغ توافقية تمكن المقاولات من الحصول على التمويلات الضرورية بعيدا عن التعقيدات التي تفرضها المؤسسات البنكية.

وخلال اللقاء ذاته، قدمت مريم بنصالح، رئيسة الاتحاد العام للمقاولات، نتائج تحقيق يوم تصورات أصحاب المقاولات حول الصعوبات التي تواجه القروض، ومن أبرز الملاحظات التي قدمها التحقيق أن المقاولين يصطدمون برفض البنوك لتعليق أسباب رفض ملفات القروض، وتباين الشروط المطلوبة في ملفات القروض بين مؤسسة بنكية وأخرى، وأيضا تسجيل تأخير كبير في الاستجابة للطلبات ما يضيع على المقاول فرصة كبيرة ويؤزم وضعيتها

على الاستفادة البنوك الراغبة في تقديم قروض للمقاولات الصغرى جدا من تسويق مالي يمنحه بنك المغرب على أن تكون هذه المقاولات عاملة خارج قطاع الإنعاش العقاري والمهن الحرة، كما يجب أن يكون رقم معاملات هذه الشركات أقل أو يعادل 175 مليون درهم، على ألا يتعدى القرض 50 مليون درهم لكل شركة.

ونصحت المذكرة على أن برنامج تمويل البنوك سيمتد على فترة عامين كحد أدنى، وفي حال استجابات المؤسسات المغربية، فيمكنها الحصول، مع بداية كل سنة، على تمويل يعادل المبلغ الذي تنوي تقديمه للمقاولات الصغرى والمتوسطة، كما يمكنها أن تحصل على تمويل إضافي آخر يعادل حجم القروض التي ستتمتعها البنوك للمقاولات العاملة في قطاع الصناعة، أو التي توجه 40 في المائة على الأقل من إنتاجها نحو التصدير.

- تجا البنوك إلى اجراء تقييمات لمقاولات الزبوية مرة كل سنة، مع تقليص هذه المدة إلى 6 اشهر بالنسبة الى مقاولات قطاع العقار

البنكية تعتمد مقياسا على عدد محدد من الدرجات، ويضم عددا من المعايير منها بشكل خاص التركيبة المالية للمقولة، ومستوى الديون، والظرفية الاقتصادية، وأيضا الشركات التي تعقلها المقولة صاحبة طلب القرض، وقد يمتد التقييم ليشمل جودة التدبير الذي تعتمده المقولة، وعموما تركز البنوك على التركيبة المالية وحكمة المقاولات وهذا ما يقلص حظوظ المقاولات الصغرى والمتوسطة في الحصول على تمويلات بنكية وهو ما دفع البنك المركزي إلى إطلاق عملية جديدة لحد البنوك على تسهيل الإجراءات أمام المقاولات الراغبة في الحصول على تمويلات. الإجراءات الجديدة التي تروم تجاوز العقبات أمام الألى المقاولات الصغرى والمتوسطة التي تعاني صعوبات في الولوج إلى القروض البنكية، هي اتخاذ العملية التي أطلقت عام 2013، وتخص

المالية، علما أن عدد المقاولات التي تعلن إفلاسها بسبب هذه الصعوبات في تزايد مستمر، وبلغ خلال السنة الماضية 5800 مقولة نسبية وحدها زائد من الأكبر منها تنتمي إلى المقاولات الصغرى والمتوسطة. وتم الاتفاق خلال اللقاء على إنشاء لجنة تضم بنك المغرب والاتحاد العام لمقاولات المغرب والمجموعة المهنية لبنوك المغرب، علاوة على صندوق الضمان المركزي والوكالة الوطنية لدعم المقاولات الصغرى والمتوسطة، وستتكلف هذه اللجنة باقتراح برنامج عمل يتضمن إجراءات عملية تمكن من دعم تمويل المقاولات عموما، والمقاولات الصغرى والمتوسطة والصغيرة جدا بشكل خاص. وبالصعوبة إلى الأساليب التي تعتمدتها البنوك لتقييم درجة مخاطر المقاولات، نجد أن أغلبية المؤسسات

المصرفية الموجهة للاستثمارات الصناعية بنسبة 28 في المائة مند تولي لحكومة انخفاض القروض

lundi 22 février 2016

Page : 4 sur 20

Pays : nationale

Tirage: 20751

Valeur : 0

انخفاض القروض المصرفية الموجهة للاستثمارات الصناعية بنسبة 28 في المائة مند تولي الحكومة الفرع المشغلة هي الأكثر تضجرا مع تراجع القروض الموجهة لبعضها



القروض الموجهة للاستثمار تراجعت من 26 مليار إلى 19 مليار

مزمنا مند بداية ولايتها» الخطوة الحكومية الوحيدة والبيعية هي الإعلان عن مخطط للتسريع الصناعي بعد التعديل الحكومي الأول في خريف 2013. غير أن الأرقام تشير، بعيدا عن الخطابات الدعائية الجوفاء، إلى تباطؤ وتراجع القطاع الصناعي المغربي بشكل خطير وغير مسبوق خلال هذه الفترة.

الخاص ليحث إشكالية تمويل الاقتصاد، متجاوزا بذلك مهمته الأساسية المرتكزة حول ضبط مستوى التضخم عبر أدوات السياسة النقدية إلى التدخل مباشرة في نواحي السياسة الاقتصادية العامة التي هي من صميم اختصاص الحكومة. فإين الحكومة من هذه الأزمة التي اتخذت طابعا

مواصي الحسن

بدوره، أي قطاع الخدمات، والمعروف أيضا بدوره الكبير في إيجاد شغل لملايين المغاربة، عرف مصيرا مشابها. فجارى القروض البنكية الموجهة لتمويل استثمارات القطاع الثالث نزلت خلال هذه الفترة بنسبة 13 في المائة، وتضجر قطاع الفنادق والمطاعم بشكل أكبر من هذا التوجه، إذ نزلت القروض المصرفية الموجهة لتجهيزه بنسبة 37.4 في المائة خلال هذه الفترة، ونزل حجم التمويل البنكي لاستثمارات قطاع النقل بنسبة 30 في المائة.

وسبق للملك المركزي خلال هذه الفترة أن دق ناقوس الخطر عدة مرات حول المنحى الإنكماشى المقلق للاقراض البنكي، خاصة الموجة للاستثمار والتنشغيل. غير أن هذه التحذيرات لم تجد الأذن الصاعية وعلى مدى هذه الفترة تدخل البنك المركزي بشكل مباشر للتأثير في مستوى الإراض المصرفي ثلاثة مرات، كانت الأولى خلال سنة 2012 عندما خفض سعر الفائدة المديرى من 3.25 في المائة إلى 3 في المائة، وبعد ذلك قام البنك المركزي بتخفيضين متتاليين خلال سنة 2014، الأول في سبتمبر من 3 في المائة إلى 2.75 في المائة والثاني في دجنبر من نفس السنة إلى مستوى 2.5 في المائة في دجنبر 2014. كما اتخذ عدة مبادرات لتشجيع البنوك على منح قروض للشركات الصغرى والمتوسطة، منها وضع منظومة لمكافأة البنوك الأكثر نجاحا وإبراج ديون هذه الشركات الصغرى والمتوسطة ضمن الأصول المعتمدة كضمانات لإعادة تمويل البنوك وعلى رأسها سندات الخزينة. ومع بداية العام الحالي أعلن البنك المركزي حالة الطوارئ مع إطلاق مبادرة فريدة لتشكيل لجنة تضم ممثلي البنوك وممثلي القطاع

من مستوى 26.6 مليار درهم سنة 2011 تدرج حجم القروض البنكية الموجهة لتمويل الاستثمار الصناعي في المملكة سنة بعد أخرى ليهيبط إلى مستوى 19.2 مليار درهم فقط نهاية 2015، حسب إحصائيات بنك المغرب. وبلغت نسبة هيوط جاري القروض التجهيزية للصناعة خلال فترة ولاية الحكومة الحالية 28 في المائة، بعد أن كانت تسير في الفترة السابقة لسنة 2011 في منحنى تصاعدي. وتبرز إحصائيات البنك المركزي أن الفروع الصناعية المشغلة لليد العاملة هي الأكثر تضجرا من هذا الهيوط فالقروض الموجهة لتمويل استثمارات قطاع النسيج والملابس والجلد نزلت خلال هذه الفترة من 2.3 مليار درهم في 2011 إلى 930 مليون درهم فقط في 2015، أي بنسبة 59 في المائة خلال ولاية الحكومة الحالية. نفس الشيء بالنسبة للصناعات الكيماوية والتشبه الكيماوية التي هيبطت قروضها الاستثمارية بدورها بنسبة 58 في المائة، من 4.4 مليار درهم إلى 1.8 مليار درهم خلال نفس الفترة ونزلت القروض البنكية الموجهة لتمويل استثمارات قطاع البناء والإنشغال وقروض الاستثمار لقطاع الصناعات الإلكترونية بنسبة 22 في المائة، ونزلت القروض الموجهة لمجموعة من الصناعات التحولية الأخرى بنسبة 45 في المائة، حسب إحصائيات بنك المغرب. وتطرح هذه الأرقام الكارثية سؤالا عريضا حول السياسة الصناعية للحكومة، وحول سياساتها الاقتصادية بشكل عام، خصوصا وأن القطاع الثالثي

مغاربة هلندا يستجدون ببنيكران

مغاربة هولندا يستجدون ببنيكران

قال محمد صايم، رئيس مؤسسة هولندا لمساعدة العائدين، إنه فوجئ بمواقفة الغرفة الثانية الهولندية على مشروع قانون يتم بموجبه إلغاء الاتفاقية المغربية الهولندية حول الضمان الاجتماعي، مشيراً إلى أن قرار الجانب الهولندي له تداعيات على المغاربة المقيمين بهولندا والعائدين منها، وسينعكس سلباً على مكتسباتهم.

وشدد الصايم على ضرورة تدخل الحكومة المغربية، وكل الأطراف السياسية والاجتماعية في البلدين، لتجاوز الخلافات، بهدف الحفاظ على الحقوق المكتسبة للجالية المغربية، خاصة للجيل الأول الذي ضحى وساهم في تنمية المغرب وهولندا منذ بداية الستينات.

وفي سياق متصل، دخلت المفاوضات المغربية الهولندية نفقا مسدودا، بعدما شدد الجانب المغربي، على ضرورة استفادة المغاربة المتحدرين من الصحراء، أيضا، من بنود الاتفاقية، باعتبار أنهم كانوا مستثنين منها، وهو الأمر الذي رفضه الجانب الهولندي.

وبررت هولندا موقفها الرفض لطلب المغرب، بالمشاكل التي تعرفها الصحراء المغربية، إذ اعتبر الوزير الهولندي في رسالة وجهها إلى برلمان بلده، أن المشاكل التي تعرفها الصحراء المغربية، حالت دون موافقة هولندا على طلب المغرب، مؤكدا أنه إذا لم يتوصل الطرفان إلى حل، فسيتم مباشرة إجراءات إلغاء الاتفاقية.

وعبر خلال الرسالة نفسها، عن أسفه من عدم الوصول إلى اتفاق مع المغرب، بخصوص اتفاقية الضمان الاجتماعي، متمنيا أن يتم تجاوز المشكل، في أقرب وقت ممكن، قبل أن يتقرر إلغاء الاتفاقية بشكل رسمي، من قبل الغرفة الأولى للبرلمان.

ر:

التجديد

lundi 22 février 2016

Page : 1 sur 10

Pays : nationale

Tirage : 8257

Valeur : 0

المغرب ينتقد قرار برلمان هولندا إنهاء اتفاقية الضمان الاجتماعي للمتقاعدين المغاربة

الوفاي المغرب مطالب بالتفاوض مع هولندا
قبل إصدار القانون في الجريدة الرسمية

المغرب ينتقد قرار برلمان هولندا إنهاء اتفاقية الضمان الاجتماعي للمتقاعدين المغاربة

في أول رد فعل لها بعد موافقة البرلمان الهولندي بشكل أحادي، على قانون يقضي بإنهاء اتفاقية الضمان الاجتماعي بين المغرب وهولندا، أكدت اللجنة الوزارية المغربية التي تضم أربعة وزراء، أن هذه الخطوة الانفرادية لا تتماشى مع حسن نية الحكومتين.

وأكدت اللجنة الوزارية التي تضم كلا من وزارة الشؤون الخارجية والتعاون، والمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، والتشغيل والشؤون الاجتماعية، حسب ما نقلته عنها وكالة المغرب العربي للأنباء، أن موافقة البرلمان الهولندي على قانون يقضي بإنهاء اتفاقية الضمان الاجتماعي بين المغرب وهولندا الموقعة سنة 1972، لا تتماشى مع حسن نية الحكومتين اللتين انخرطتا في مسلسل تفاوض للتوصل إلى اتفاق يضمن مصالح الطرفين.

وفي هذا السياق، دعت نزهة الوفاي، البرلمانية عن حزب العدالة والتنمية والباحثة في قضايا الهجرة، اللجنة البين وزارية المكلفة بمتابعة قضايا المغاربة المقيمين بالخارج إلى تكثيف لقاءاتها من أجل متابعة تطورات مصالحة البرلمان الهولندي على قانون يقضي بإنهاء اتفاقية الضمان الاجتماعي بين المغرب و هولندا، والتي تهدد حقوق أزيد من 900 امرأة و 4000 طفل مغربي.

وأوضحت الوفاي، في تصريحها للتجديد، أن المغرب مطالب بالتفاوض مع هولندا باستحضار التعاون الأمني والقضائي الذي يجمع البلدين والذي تستفيد منه هولندا بشكل كبير ولا يمكن أن تستغني عنه. داعية إلى تكثيف المشاورات واللقاءات الحكومية وإشراك البرلمان، من أجل التوصل إلى اتفاق مع الجانب الهولندي لتسوية القضية قبل إصدار القانون في الجريدة الرسمية في شهر يوليوز المقبل.

البقية ص : ③

التجديد

lundi 22 février 2016

Page : 3 sur 10

Pays : nationale

Tirage: 8257

Valeur : 0

المغرب ينتقد قرار برلمان هولندا إنهاء اتفاقية الضمان الاجتماعي للمتقاعدين المغاربة

المغرب ينتقد قرار برلمان هولندا إنهاء اتفاقية الضمان الاجتماعي للمتقاعدين المغاربة

واستغربت الوافي التمييز الذي طال المهاجرين المغاربة في هولندا دون غيرهم من الجاليات، موضحة أن هولندا أبرمت منذ سبعينيات القرن الماضي اتفاقيات ضمان اجتماعي مع عدد من الدول المصدر للهجرة، فيما لم يصوت البرلمان الهولندي مؤخرا على إلغاء اتفاقية بلاده مع المغرب فقط دون الدول الأخرى، محذرة في الوقت نفسه من تسييس القضية.

وفي سياق متصل، نظمت الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة لقاء تشاوريا نهاية الأسبوع الماضي، استدعت فيه 28 جمعية للمغاربة المقيمين بفرنسا، من أجل التشاور حول حقوق المتقاعدين المغاربة في فرنسا، قبيل عقد أشغال لجنة عالية المستوى تجمع كلا من رئيس الحكومة عبد الإله بنكيران و الرئيس الفرنسي فرونسوا هولاند، للتشاور حول اتفاقية الضمان الاجتماعي التي يستفيد منها المتقاعدون المغاربة. وأوضح بيرو، في ذات اللقاء أن وزارته استدعت ممثلي الجمعيات المغربية في فرنسا للتشاور في ملف المتقاعدين المغاربة، تفاديا لما وقع في هولندا

رسالة الأمانة

lundi 22 février 2016

Page : 5 sur 20

Pays : nationale

Tirage: 0

Valeur : 0

مجموعة البنك الشعبي تغزو وجودها لفائدة الجالية المغربية بإسبانيا

عززت مجموعة البنك الشعبي وجود فرعها بإسبانيا، البنك الشعبي، وذلك من خلال افتتاح فرعين جديدين بكل من مورسية (شرق) وتاراغونا (شمال شرق). وعلم لدى مجموعة البنك الشعبي، أمس الأربعاء 17 فبراير الحالي، أن الوكالتين الجديدتين، اللتان افتتحتا على التوالي يومي 10 و12 فبراير الحالي، ستقدم لمغاربة العالم، تدريجيا، خدمات مصرفية متعددة على غرار وكالات المجموعة الموجودة بالعاصمة مدريد، وفي برشلونة (شمال شرق) وبلباو (شمال) والميرية (جنوب).

وسيسكمل افتتاح ثلاثة فروع جديدة بكل من جيرونا (شمال شرق) وبلنسية (شرق) ولاس بالماس (جزر الكناري) البرنامج التنموي الطموح الذي سطرته مجموعة البنك الشعبي في إسبانيا برسم سنة 2016.

وتتوخى هذه المجموعة البنكية، من خلال فرعها البنك الشعبي، توسيع شبكتها في هذا البلد الإيبيري من أربع وكالات إلى تسع، وذلك خدمة لتعزيز علاقات القرب مع زبائنها في إسبانيا. وبهذا تؤكد المجموعة استراتيجيتها التنموية في أوروبا، التي أعلن عنها رئيسها محمد بنشعبون في سنة 2010. كما أن عدد العاملين بهذا البنك في إسبانيا زاد بأكثر من 40 بالمائة بفضل توظيف متعاونين جدد لتعزيز فرقته التجارية.

LISTE DES JOURNAUX, MAGAZINES ET SITES WEB TRAITÉS POUR CETTE REQUÊTE

SUPPORT	APPARITION	TIRAGE/RANKING
Akhbar Alyaoum	Quotidiens	31321
akher saaa	Quotidiens	ND
AL AHDAT AL MAGHRIBIA	Quotidiens	24193
Al Akhbar	Quotidiens	77447
AL BAYANE	Quotidiens	ND
Al Massae	Quotidiens	93462
ALITTIHAD AL ICHTIRAKI	Quotidiens	20751
ANNAHAR AL MAGHRIBIA	Quotidiens	9725
Assabah	Quotidiens	72953
attajdid	Quotidiens	8257
Aujourd'hui Le Maroc	Quotidiens	10000
Bayane Alyaoum	Quotidiens	ND
L'économiste	Quotidiens	24007
LE MATIN	Quotidiens	20947
Les Eco	Quotidiens	ND
Libération	Quotidiens	10253
L'Opinion	Quotidiens	33908
RISSALAT AL OUMMA	Quotidiens	ND
SAHARA MAGHRIBIA	Quotidiens	ND
flm.ma	Site web	9150
Le20heures.ma	Site web	ND
leconomiste.com	Site web	568
LeMatin.ma	Site web	484
Mazagan24.com	Site web	ND
medias24.ma	Site web	7275